

**Les consultants et la fabrique des politiques locales de transition énergétique en France.
Acteurs, marchés, effets**

Stage proposé par François-Mathieu Poupeau (chercheur CNRS au LATTs, Université Paris-Est) et Benoît Boutaud (Eifer, EDF R&D)

CONTEXTE

La transition énergétique a pris, ces dernières années, une place prépondérante dans les politiques publiques en France. Le cadre législatif récent (lois MAPAM, NOTRe et TECV¹) met notamment en avant les collectivités territoriales, en les dotant d'un nombre important de compétences et de moyens d'action, que ce soit en matière de développement des énergies renouvelables, de gestion des réseaux, de rénovation des bâtiments, de mobilité ou de planification urbaine. Cette implication passe par la rédaction et la mise en œuvre de nombreux documents à caractère stratégique ou opérationnel, qui concernent tous les niveaux de collectivités territoriales : documents d'orientation générale, schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires² (SRADDET), plans climat-air-énergie territoriaux³ (PCAET), volet énergie des schémas de cohérence territoriaux (SCOT), schémas directeurs des énergies (SDE), etc.

Pour mener à bien ce travail de production des cadres de l'action publique, beaucoup de collectivités territoriales s'appuient sur des cabinets de consultants, au regard des nombreux atouts qui leur sont prêtés (expertise, connaissance des problématiques du secteur, rapidité d'exécution, neutralité, etc.). Ce faisant, le marché du conseil en transition énergétique s'est considérablement développé ces dernières années, autour de structures aux statuts, tailles et compétences très différents. L'objectif du stage est de permettre de mieux se repérer dans cette « nébuleuse » du marché du conseil, qui reste assez méconnue des observateurs, en apportant des connaissances empiriques précises sur le profil et les pratiques des acteurs qui le peuplent.

OBJECTIF DU STAGE

Il s'agira tout d'abord de réaliser une **cartographie fine des marchés du conseil en transition énergétique** en France : quelles sont les types de structures qui s'y positionnent (grands cabinets, bureaux d'études, coopératives, etc.) ? quelles sont leurs caractéristiques formelles (statuts, taille, chiffre d'affaires, etc.) ? quels types d'offres proposent-elles (aide ou expertise technique, production de données, animation, évaluation, etc.) ? quels types de profils de consultants recherchent-elles ? quelles sont leurs stratégies économiques (diversification sur d'autres offres ou domaines) ? Des éléments sur l'histoire de la constitution de ce marché pourront être développés si les données le permettent (origine des premiers cabinets d'études et de conseil dans ce secteur, place du militantisme⁴, etc.).

¹ MAPAM : loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 dite de Modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles ; NOTRe : loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République ; TECV : loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

² Qui doivent intégrer les anciens Schémas régionaux climat-air-énergie (SRCAE).

³ Pour les agglomérations de plus de 20 000 habitants.

⁴ Voir par exemple l'ouvrage d'Alice Mazeaud et de Magali Nonjon (*Le marché de la démocratie participative*, Vulaine-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2018).

Ce premier panorama ayant été brossé, le/la stagiaire se focalisera plus particulièrement sur **un type de marché** paraissant particulièrement intéressant à étudier, au regard de l'importance des enjeux qu'il soulève et des pratiques qu'il révèle : aide à l'élaboration de stratégies énergie-climat (SRADDET, PCAET par exemple), à la rédaction de documents de planification stratégique (SDE notamment) ou à la préparation de politiques publiques comportant un volet énergie (rénovation des logements, mobilité, etc.). La monographie explorera plus particulièrement les **pratiques des consultants** au sein de ce marché, autour de questions comme la *diffusion de normes implicites* de l'action publique ou des *effets du conseil sur la différenciation des politiques publiques*.

Pour ce faire, le/la stagiaire s'appuiera sur des **sources documentaires** et sur une série d'**entretiens semi-directifs** à même de lui permettre d'appréhender de manière plus fine les logiques de constitution du marché et les pratiques des consultant.e.s.

Déroulement

L'enquête proposée s'inscrit dans le cadre des travaux de la « Commission énergie et collectivités territoriales » du Groupement de recherche sur l'administration locale en Europe (GRALE). Le/la stagiaire sera hébergé.e au sein du Laboratoire techniques, territoires et sociétés (LATTS, UMR 8134), laboratoire de recherche connu pour ses travaux sur les trajectoires et processus de transition énergétique en France et à l'étranger.

La durée du stage est de 6 mois et donnera lieu à l'indemnité légale.

Le stage pourra déboucher sur une valorisation sous forme de publication scientifique (*working paper* du LATTS, article dans un ouvrage ou une revue scientifique).

Profil recherché.

Stage de fin d'études, notamment dans le cadre d'un parcours recherche pour réaliser un mémoire sur le sujet proposé.

Formation type Sciences Po, sociologie, environnement.

Bonne compréhension des enjeux et du domaine de la transition énergétique et/ou du conseil

Une pratique de la conduite d'entretien, d'excellentes capacités analytiques et de rédaction, autonomie et rigueur.

Contacts

François-Mathieu POUPEAU (fm.poupeau@enpc.fr, ENPC)

Benoit BOUTAUD (boutaud@eifer.org, EIFER)